

## **Les enjeux de la sécurité alimentaire en RD Congo : approche par l'analyse de la consommation alimentaire des ménages kinois.**

**B. Duquesne<sup>1</sup>, D. Muteba<sup>2</sup> et Ph. Lebailly<sup>1</sup>**

<sup>1</sup> Université de Liège , Gembloux Agro - Bio Tech (Belgique)

<sup>2</sup> Université de Kinshasa, UNIKIN (RDC)

### **INTRODUCTION**

L'alimentation constitue le premier besoin de base de l'humanité et la sécurité alimentaire se doit d'être considérée comme un bien public mondial. Dans un monde globalisé, les choix et les actions dans un pays peuvent avoir des conséquences sur la sécurité alimentaire dans d'autres parties du Monde. Au delà de leurs intérêts particuliers, tous les pays s'accordent pour considérer que la sécurité alimentaire est essentielle à la paix et à la sécurité.

Face aux émeutes urbaines dans les pays du Sud liées à la hausse des prix alimentaires et à son retentissement médiatique au printemps 2008, la communauté internationale s'est mobilisée pour envisager les réponses nécessaires. Aujourd'hui, le retour de bonnes récoltes et la crise financière ont à nouveau fait passer au second plan le scandale de la faim. Or, la question de la sécurité alimentaire est d'autant plus cruciale qu'il faut répondre d'ici 2050 au défi de nourrir 9 milliards de personnes, ce qui nécessitera de doubler la production tout en préservant la planète. Cela doit reposer sur un développement durable des agricultures locales fondé sur une reconnaissance des enjeux environnementaux (changement climatique, désertification, perte de biodiversité), car c'est la seule stratégie responsable pour permettre un bon approvisionnement des marchés.

La situation actuelle témoigne de ce que la sécurité alimentaire n'est pas seulement une question de disponibilité des denrées alimentaires sur les marchés mais également de pouvoir d'achat (accessibilité). La sécurité alimentaire dépend donc de l'agriculture mais également de l'emploi et des revenus. Elle n'est plus seulement une question rurale mais aussi urbaine. Ces dernières années, on a assisté à un retour dramatisé des questions de sécurité alimentaire avec l'envolée des prix des denrées de base, la question du développement des agro-carburants, les stratégies foncières et d'agro-production de grands groupes transnationaux. La conception et l'analyse scientifique de la sécurité alimentaire ont évolué d'une problématique excessivement axée sur la disponibilité vers une problématique de la demande alimentaire prenant davantage en compte la notion d'accès, de régularité et de qualité de l'alimentation.

Afin d'appréhender la problématique de la sécurité alimentaire en République Démocratique du Congo (RDC), pays au potentiel agricole élevé mais dont 70% de la population est touchée par l'insécurité alimentaire (FAO 2006), différents dispositifs de recherche ont été mis en place au départ d'un groupe de recherche interdisciplinaire en appui à la politique, financé par la coopération belge (DGCD/CUD)\* : Groupe de Recherche en Appui à la Politique pour l'Agriculture et l'Alimentation en Afrique (GRAP 3A).

Le but de cette communication est de présenter l'un des axes de ce programme de recherche interuniversitaire mené conjointement avec des chercheurs de l'Université de Kinshasa : une approche de l'insécurité alimentaire et de stratégies d'une politique alimentaire durable à partir de l'étude de la consommation alimentaire des ménages de Kinshasa par différentes enquêtes qui se poursuivront au cours des quatre prochaines années.

## **JUSTIFICATION DE L'ETUDE**

Nous développons ci-après les motivations des choix d'une part de l'approche conceptuelle retenue pour aborder le thème de la sécurité alimentaire ainsi que des moyens utiles à mettre en œuvre pour l'analyser et, d'autre part, du milieu d'étude retenu.

En matière de sécurité alimentaire, dans le cas de crises prolongées, se pose la problématique de la recherche de stratégies plus appropriées que les réponses à court terme et humanitaires. (FAO, Note d'orientation 2008). Le terme de « crise prolongée » a été utilisé pour souligner la nature persistante de certaines situations d'urgence (SCHAFER, 2002) et l'impact qu'elle provoque sur les moyens d'existence des personnes : érosion soutenue qui peut se traduire par une vulnérabilité structurelle.

On peut observer les facteurs qui ont frappé et maintiennent la RDC dans un contexte de crises prolongées : la succession de guerres, de pillages, l'insécurité et les déplacements forcés, le manque de services publics efficaces et de réglementation contrôlée dans les secteurs de la production et du commerce ; des décennies de mauvaise gestion économique et de règle patrimoniale, la transformation de ressources économiques en actifs politiques et les activités de rente de la classe dominante qui ont conduit à l'effondrement de l'économie congolaise et ont fait obstacle à tout processus de construction institutionnelle formelle (ALINOVI, 2008) .

Il est aujourd'hui admis que des politiques alimentaires durables doivent reposer, non plus sur une approche exclusivement orientée vers l'offre, méthode classique de « la nourriture-avant-tout », mais bien sur le tryptique « offre-accès-utilisation ».

Afin de mettre en évidence des stratégies et des politiques appropriées en matière de réponse à la sécurité alimentaire dans les crises prolongées, il nous a semblé utile d'aborder le problème par une analyse à l'échelon des ménages des changements survenus en adaptation à leurs moyens d'existence et de la résilience des systèmes alimentaires identifiés.

---

\* DGCD : Direction Générale de la Coopération au Développement ; CUD : Coopération Universitaire au Développement

## **Pourquoi des enquêtes sur la consommation alimentaire des ménages ?**

L'insécurité alimentaire ne doit pas être considérée simplement comme une insuffisance de l'offre alimentaire d'un pays mais comme l'impossibilité d'accéder à la nourriture par les ménages et il est désormais reconnu que l'autosuffisance alimentaire d'un pays est une mauvaise indication de l'accès réel des ménages aux aliments. Dans la plupart des cas, de 20 à 30% de la population consomment moins de 80% de leurs besoins caloriques même quand l'offre alimentaire dépasse 100% des besoins (JAYNE, 1995). Si les bilans alimentaires calculés et publiés par la FAO pour la plupart des pays du monde constituent un outil intéressant pour les analyses sur longue période et pour les analyses comparatives entre pays, ils ne fournissent aucune indication sur la répartition des disponibilités au sein de la population et sont donc d'une faible utilité pour l'étude de la dynamique de la consommation alimentaire à l'échelle locale ou des ménages.

L'insécurité alimentaire des ménages est la résultante d'un système complexe de « facteurs de vulnérabilité », elle est largement due à un manque de pouvoir d'achat et, face à des crises, au manque de résilience des ménages. Des ménages se retrouvent dans une situation d'insécurité alimentaire lorsque leurs modes de vie et moyens d'existence ont changé ou ne se sont pas adaptés et qu'ils n'ont pas la « capacité » de trouver un équilibre entre un ensemble de besoins. (SEN, 1981). La demande alimentaire des ménages ne peut donc être analysée indépendamment de l'ensemble des moyens d'existence et conditions de vie des ménages : relations sociales, ressources disponibles, localisation géographique.

Les données statistiques des enquêtes réalisées auprès des consommateurs renseignent sur les quantités d'aliments consommées lorsqu'il s'agit d'enquêtes nutritionnelles ou, pour les enquêtes sur le budget des ménages, enregistrent les dépenses consacrées à l'alimentation ainsi que toutes les autres dépenses des ménages et les sources de revenus. Si ces enquêtes budget sont d'une grande utilité en Economie alimentaire dans les pays industrialisés, elles présentent, selon nous, davantage de risques d'erreur dans certains pays tels que les pays africains : le fait de se limiter à l'enregistrement des dépenses implique que la grande majorité des aliments consommés provienne du marché, ce qui n'apparaît pas être le cas dans les pays africains où les approvisionnements non marchands (autoconsommation, transferts sociaux) sont non négligeables, même dans le cas de ménages urbains. De plus les dépenses alimentaires réalisées sous forme de consommation hors domicile sont difficilement comptabilisables du fait de l'autonomie des membres des ménages. De même, il est difficile d'enregistrer de façon fiable les revenus du ménage qui souvent proviennent de plusieurs membres et d'emplois informels. En outre ces enquêtes ne donnent aucune indication quant au mode d'approvisionnement, aux pratiques alimentaires et à leur évolution au sein des ménages.

L'ensemble des données issues des enquêtes telles que décrites ci-dessus et disponibles pour Kinshasa, ne nous semblaient pas suffisantes pour appréhender le fait alimentaire en termes de stratégies d'accès et d'utilisation par les ménages. De plus une actualisation nous semblait utile, les données les plus récentes datant de 2005 (ENQUÊTE CONDITION DE VIE DES MÉNAGES 1-2-3), 1999 (CEPLANUT), 1994 (GOOSENS ET AL), 1986 (HOUYOUX).

## **Pourquoi la ville de Kinshasa ?**

L'insécurité alimentaire est un aspect majeur de la pauvreté urbaine (BONFIGLIOLI, 2007). Les ménages urbains consacrent une fraction plus importante de leurs revenus à l'achat

d'aliments que les ruraux et sont donc plus vulnérables aux variations de prix et à la dégradation des termes de l'échange. De plus, les besoins alimentaires d'une population urbaine en constante évolution ont des conséquences sur les zones rurales de production. Alors que la pauvreté est surtout un phénomène rural, les systèmes économiques des zones rurales et des centres urbains sont étroitement liés.

Avec près de 6 millions d'habitants et la moitié des ménages vivant dans la pauvreté, Kinshasa compte 10,7% de la population nationale et 34% de la population urbaine de RDC. La ville connaît une démographie galopante : la population s'est multipliée par 7 en 40 ans et la densité de population y est très élevée (577 hab/km<sup>2</sup>) par rapport à la moyenne nationale (24 hab/ km<sup>2</sup>) (PNUD, 2009)

## **CONSTATS PRELIMINAIRES**

La plupart des ménages kinois vivent dans des conditions précaires, dans un environnement caractérisé par une forte crise économique. Dans les ménages, les femmes doivent apporter leur contribution aux sources de revenus et les petits emplois souvent informels qu'elles exercent les contraignent d'être absentes du domicile parfois jusqu'à tard dans la soirée. Les heures de repas et leur fréquence s'en trouvent modifiées et ceux-ci ne sont plus dès lors préparés dans le foyer : ils sont consommés hors domicile ou des préparations sont ramenées pour les autres membres du ménage. Cet abandon des pratiques culinaires est d'autant renforcé dans les ménages pauvres que le coût des combustibles ligneux (principalement le charbon de bois ou « makala ») est très élevé suite à la surexploitation des zones forestières à proximité de Kinshasa.

Les habitudes alimentaires subissent de profondes modifications : on assiste, à titre d'exemple, à une diminution de la consommation de plats traditionnels comme la chikwangue (pâte de manioc) en faveur du pain (préparé à base de céréales importées !) consommé à tout moment de la journée. Le succès grandissant des grandes boulangeries installées à Kinshasa témoigne de ces nouveaux comportements en milieu urbain.

Dans un contexte de crise tel que vécu en RDC, l'alimentation prend une connotation essentiellement quantitative : les ménages se tournent vers les produits les moins coûteux et d'apport calorique élevé au détriment d'aliments riches en protéines, ce qui aboutit à des régimes déséquilibrés. Ce déséquilibre est accru par un afflux de produits importés, souvent de qualité nutritionnelle médiocre mais à des prix très concurrentiels et répondant à de nouvelles pratiques alimentaires des consommateurs urbains.

Les approvisionnements ont également subi des modifications : achats au jour le jour de petites quantités en fonction des ressources disponibles, mélange de farine de maïs à celle de manioc, dynamiques de groupes (relations sociales, échanges non marchands), importance des légumes-feuilles issus des cultures périurbaines, ....

Si les modifications des habitudes de consommation alimentaire observées ainsi que les stratégies individuelles ou collectives adoptées dépendent assurément du pouvoir d'achat des ménages, elles comportent probablement des déterminants socio-culturels qu'il conviendrait de cerner pour l'élaboration d'axes stratégiques d'une politique alimentaire durable.

## MILIEU D'ETUDE

Les enquêtes utiles à notre analyse seront menées dans la ville de Kinshasa, plus particulièrement dans trois communes choisies afin d'être représentatives de différents types d'urbanisation et de niveaux de vie.

### KINSHASA\*

Depuis le 12 février 2006, la ville de Kinshasa a le statut de province et capitale de la RDC et s'étend sur 9.965km<sup>2</sup> ; la majorité des activités économiques et administratives du pays y sont concentrées. Elle compte près de 6 millions d'habitants et la densité y est de 577 hab/km<sup>2</sup>. Administrativement, la ville est divisée en 24 communes et 326 quartiers.

L'aire urbaine de Kinshasa-Brazzaville, à cheval sur le fleuve Congo, et sur les deux pays Congo-Brazzaville et République Démocratique du Congo, a connu une explosion démographique remarquable au cours des dernières années : cette aire géographique compte aujourd'hui plus de dix millions d'habitants\*\*.

Le sol de la province est principalement sablonneux et présente une faible utilité pour l'agriculture. L'approvisionnement en produits agricoles provient du Bas Congo, par route ou voie ferroviaire, du Bandundu par route ou voie fluviale (fleuve Congo) et de l'Equateur, par voie fluviale.

La ville est organisée en une juxtaposition entre un centre administratif et commercial (La Gombe) bordé des quartiers résidentiels et une périphérie composée des cités où habite la majorité de la population.

Les infrastructures routières sont pour la plupart détériorées et, au vu des engorgements matin et soir, le réseau routier de la périphérie vers le centre semble avoir atteint ses limites.

Si la situation à Kinshasa semble meilleure que dans les autres provinces de la RDC, ce qui pose la question de l'exode rural encore amplifié par les conflits armés, les chiffres des

---

\* Source des données chiffrées concernant Kinshasa :

Pnud, RDC, Mars 2009, *Province de Kinshasa, Profil résumé – Pauvreté et conditions de vie des ménages*

\*\* Source : <http://www.populationdata.net> (site consulté le 30/04/2010)

différents indicateurs socio-économiques traduisent néanmoins la précarité de la vie des Kinois : le taux de pauvreté est de 41,6%, le taux de scolarisation du primaire n'est que de 75%, le taux de mortalité infantile de 73%. Les conditions sanitaires et de santé sont précaires : 50% des ménages ne sont raccordés ni à l'électricité ni à l'eau potable, avec 94 hôpitaux pour la province, cela représente 1lit pour 10 000 habitants, 1 médecin pour près de 5000 Kinois et à peine 15% des ménages bénéficient des services publics d'évacuation des ordures.

La population est jeune puisque la moitié a moins de 20 ans et le chômage est élevé (15% en 2005). Avec près de 1 million d'emplois, le secteur informel non agricole est très développé (essentiellement commerce et services).

#### Commune de LIMETE

Les Kinois qui résident dans cette commune à vocation industrielle et dotée d'infrastructures assez importantes sont considérés comme ayant un niveau de vie relativement élevé. La population totale était en 2008 de 243 945 habitants. Des 14 quartiers qui la composent, c'est le quartier appelé RESIDENTIEL qui a été sélectionné pour nos enquêtes. Il est composé de 1038 parcelles et 50 voies d'accès (21 rues et 29 avenues) ; la population est de 8802 habitants.

#### Commune de MAKALA

Cette commune est considérée comme l'une des plus pauvres de la capitale. Ne disposant pour ainsi dire d'aucune infrastructure urbaine, le lotissement y est quasi spontané et les 173 550 habitants (2009) ont un niveau de vie très bas. Des 18 quartiers de cette communes, deux ont été retenus comme terrains d'enquêtes de notre étude : SALONGO (636 parcelles et 10370 habitants) et SELO (532 parcelles et 8852 habitants)

#### Commune de NDJILI

Avec 328 531 habitants (2008), NDJILI fait partie des nouvelles cités. Son degré d'urbanisation et le niveau de vie de ses habitants peuvent être considérés comme intermédiaire entre LIMETE et MAKALA. Des 13 quartiers qui composent cette commune, deux feront l'objet d'enquêtes dans le cadre de notre étude : le QUARTIER 1 (16 231 habitants et 765 parcelles) et le QUARTIER 7 (12 265 habitants et 634 parcelles)

## **METHODOLOGIE**

Deux enquêtes se succéderont : la première consistera en un état des lieux de la consommation alimentaire des ménages et des déterminants socio-économiques qui la sous

tendent. Un échantillon plus modeste de ménages représentatif des typologies identifiées au cours de la première enquête sera ensuite suivi pendant 3 ans.

Ces enquêtes seront complétées d'entretiens occasionnels pour d'éventuels compléments d'information jugés utiles au vu des résultats recueillis.

La méthode d'échantillonnage choisie sera de type aléatoire simple : chaque parcelle reçoit un numéro de 1 à n et un tirage est effectué par les tables de nombre aléatoire.

Chaque parcelle est supposée être occupée par un ménage et si tel n'est pas le cas un nouveau tirage sera réalisé, un numéro ayant été attribué à chacun des ménages.

Le nombre de membres d'un ménage est parfois très important et l'on constate, en situation de précarité, une augmentation de la taille, des familles « élargies » par solidarité.

La notion du concept de « ménage » retenue est celle de l'ensemble des personnes qui partagent les repas et, la personne interrogée, celle qui est responsable de la préparation de ceux-ci.

La taille de l'échantillon de la première enquête des conditions de vie et consommation alimentaire des ménages sera d'environ 300 ménages : 10% de l'effectif de l'ensemble des parcelles.

La première enquête (année 1) consistera en entretiens en tête à tête, au domicile des ménages, sur base d'un rendez-vous préalable et selon un questionnaire pré-établi dont nous indiquons ici quelques éléments.

Les caractéristiques socio-économiques (âge, sexe, niveau d'études, emploi, religion, ethnie, nombre de membres, enfants) des ménages et du chef de ménage seront relevées et complétées d'informations concernant l'habitat, les biens, les différentes sources de revenus, épargne ou prêts. La question du budget (énumération des dépenses mensuelles) sera abordée afin de déceler la part consacrée à l'alimentation.

Les questions concernant la consommation alimentaire porteront sur les comportements alimentaires (nombre de repas quotidiens, heures, restauration hors domicile), le type d'aliments consommés habituellement (relevé de la dernière semaine) ou occasionnellement, le prix, le mode de préparation, le mode d'approvisionnement, les éventuels changements survenus et leur cause.

A partir des résultats de la première enquête, pour un échantillon restreint de ménages représentatifs de différentes typologies identifiées et prêts à collaborer, un suivi de la consommation sera réalisé pendant 12 mois (année 2) puis 6 mois (années 3 et 4).

Les ménages recevront un carnet dans lequel ils indiqueront chaque jour ce qui a été consommé, le mode de préparation, le montant dépensé pour l'achat. Pour les achats plus importants de provisions : prix et quantité seront indiqués le jour de l'approvisionnement. Les aliments consommés à l'extérieur du foyer par chacun des membres ainsi que la dépense seront également indiqués. Des visites régulières des enquêteurs (mensuelles ou hebdomadaires, voire plus fréquentes en fonction des besoins) permettront de vérifier l'exactitude et la régularité de la transcription des informations.

## CONCLUSION

Les modes de consommation alimentaire en milieu urbain et à Kinshasa en particulier ont considérablement évolué depuis quelques années. Or, ils sont aujourd'hui mal connus et relativement peu étudiés alors que les enjeux liés à la sécurité alimentaire sont, depuis les émeutes de la faim liées à la flambée des prix des produits agricoles en 2008, à l'ordre du jour des agences de coopération au développement.

Dans l'analyse de la sécurité alimentaire, la réflexion a évolué et il est aujourd'hui admis que celle-ci doit être abordée dans toutes ses dimensions.

« Ce qui est peut-être le plus significatif est que l'insécurité alimentaire n'est plus simplement considérée comme l'échec d'une agriculture incapable de donner une production suffisante de produits vivriers au niveau national, mais au contraire comme l'échec des modes et moyens d'existence, incapables de garantir aux ménages l'accès à des aliments en quantité suffisante... »

« L'insécurité alimentaire en Afrique est le résultat d'une production agricole faible et de revenus insuffisants, mais non pas l'un ou l'autre seul, et est la conséquence d'un échec de nature politique et institutionnelle » (DEVEREUX et MAXWELL, 2001)

Les enquêtes menées au cours des quatre prochaines années dans le cadre d'un programme de recherche interuniversitaire financé par la Belgique (DGCD/CUD) et mené conjointement avec des chercheurs de l'Université de Kinshasa devront permettre la collecte d'informations visant à mieux caractériser les habitudes alimentaires des ménages kinoïses, les mutations qui se sont opérées dans les comportements et les stratégies qui sont développées par différents acteurs dans le but d'assurer un approvisionnement alimentaire. Une analyse basée sur des considérations économiques, socioculturelles et nutritionnelles visera à venir en appui aux politiques en proposant des pistes d'une politique alimentaire durable basée sur les synergies entre les trois dimensions.

« Reconstruire un Etat viable constitue un immense défi, car il s'agit de reconstituer des institutions locales performantes et répondant aux besoins de la population...d'où ...pour le Gouvernement congolais, l'impérieuse nécessité de se doter d'institutions publiques, de politiques et d'investissements conduisant à une meilleure sécurité alimentaire et à un développement agricole et rural bénéficiant à une large partie de la population....

Manger à sa faim est une condition *sine qua non* de tout développement durable » (TOLLENS, 2009)

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ALINOVI, L., HEMRICH, G., RUSSO, L. (2008) *Food Security in Protracted Crisis*. FAO and Practical Action Publishing. Rugby, U.K.

BONFIGLIOLI, A. (2007) *La nourriture des pauvres - Comment les collectivités locales*



*peuvent-elles réduire l'insécurité alimentaire en Afrique?* FENU, New York, 135p. (ISBN 978-92-1-226020-4)

BRICAS, N. (1998) *Cadre conceptuel et méthodologique pour l'analyse de la consommation alimentaire urbaine en Afrique*. Montpellier, France, Cirad, série Urbanisation, alimentation et filières vivrières, n°1, 48p. (ISBN 2-87614-329-1)

CEPLANUT, (2000) Enquête nutritionnelle et de consommation alimentaire dans la ville de Kinshasa, juin 2000

DEVEREUX et MAXWELL, (2001) *Food security in Sub-Saharan Africa*. ITDG Londres, 280p

FAO, Note d'orientation 2008, *Sécurité alimentaire dans un contexte de crise prolongée : Que peut-on faire ?*

<ftp://ftp.fao.org/docrep/fao/011/ak057f/ak057f00.pdf>

GOOSSENS, B.; MINTEN, B. et TOLLENS, E. (1995) *Nourrir Kinshasa, l'approvisionnement local d'une métropole africaine*, L'Harmattan, 404 p.

HOUYOUX, J. (1986) *Consommation de produits vivriers à Kinshasa et dans les grandes villes du Zaïre*, BEAU, Kinshasa, 59 p.

JAYNE, T.S., (1995) Experiences from Sub-Saharan Africa, in TSCHIRLEY, D.L. and al *Market-Oriented Strategies to Improve Household Access to Food*. Michigan University

MAKABU KENDA, Th. (2005) L'organisation de la collecte des données de l'enquête 1-2-3 de Kinshasa, République Démocratique du Congo, *STATECO N°99*, 143-154

PNUD/RDC (2009) *Province de Kinshasa, Profil résumé – Pauvreté et conditions de vie des ménages*, [http://www.cd.undp.org/Downloads/profil/Profil\\_kinshasa\\_Final.pdf](http://www.cd.undp.org/Downloads/profil/Profil_kinshasa_Final.pdf)

SCHAFER et al. (2002). *Food Security in Protracted Crisis*. FAO and Practical Action Publishing. Rugby, U.K.

SEN A. (1981) *Poverty and Famines. An essay on entitlement and deprivation*, Oxford University Press.

TOLLENS, E. (2009) Agriculture, sécurité alimentaire et développement économique: défis et enjeux, in TREFON, Th. *Réforme au Congo : attentes et désillusions*, L'Harmattan, Paris, 211-229